

# Une monnaie communiste ?

## Entretien avec Réseau Salariat

par Institut Homme Total / L'affranchi, Théo Fera, Xavier Morin,

**Une autre monnaie que celle du capitalisme est-elle possible ? Cette proposition de Réseau Salariat a de quoi surprendre, au-delà des préjugés libéraux et gauchistes.**

### Avant-propos

Invités au séminaire de l'association d'éducation populaire Réseau Salariat (les 30 et 31 octobre 2021), dont le thème central était la création monétaire, nous avons réalisé un entretien avec Xavier Morin, membre de cette association. Il s'agit pour l'Affranchi de partager ces travaux et de rendre hommage au groupe lillois de Réseau Salariat, qui, à travers ses réflexions, a grandement contribué ces dernières années à enrichir le programme politique de l'Institut Homme Total que nous devrions prochainement rendre public.

-

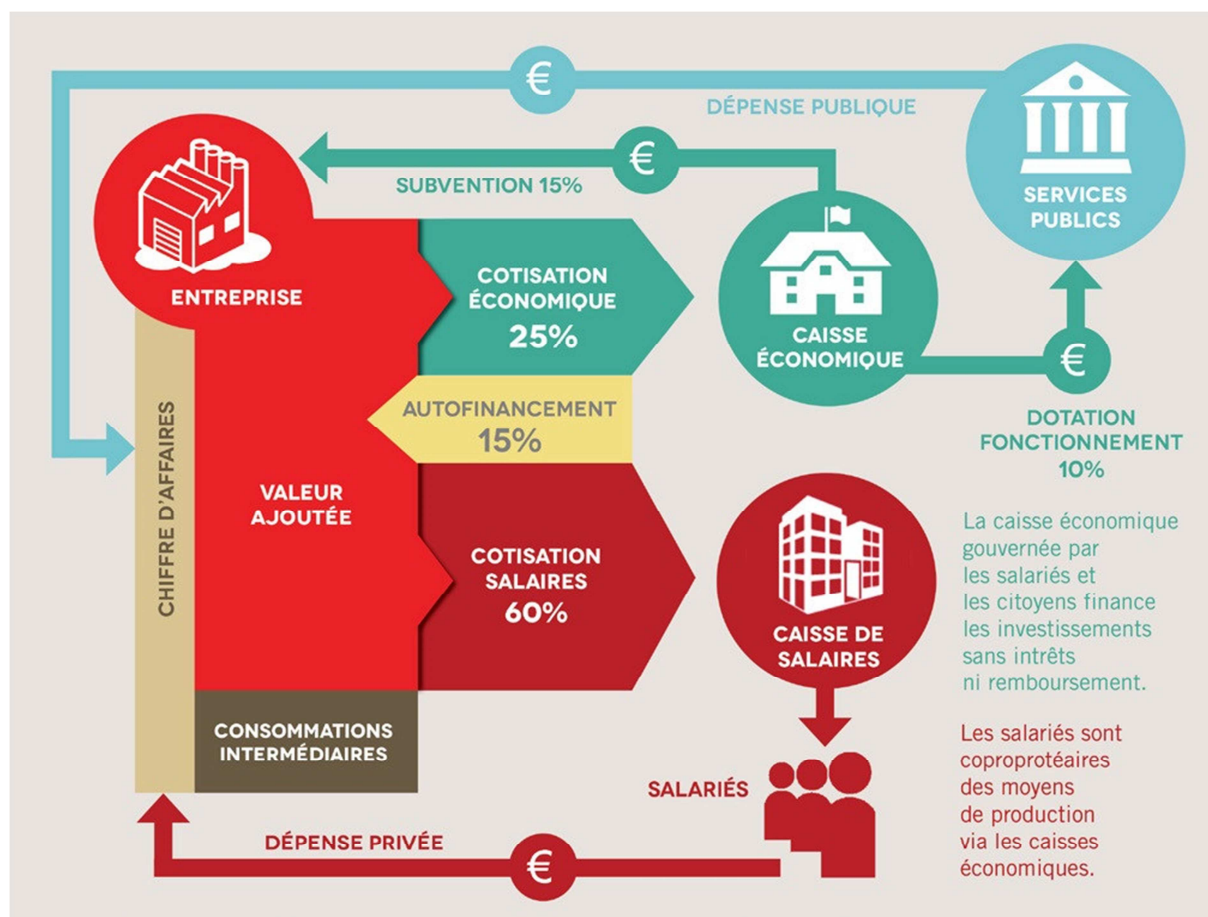
Théo Fera : Cela fait plusieurs années maintenant que vous travaillez avec le groupe Réseau Salariat de Lille sur les questions monétaires. Pourquoi s'intéresser à la monnaie ? S'agit-il seulement de questions techniques ?

Xavier Morin : Il est vrai que la monnaie est un objet technique. Nous y pensons avec des chiffres plein la tête, des pourcentages, des courbes et des graphiques. Tant de technicité nous fait souvent renoncer à la compréhension d'un tel objet. Mais cette perception n'est-elle pas mystifiée ? Cet objet est-il si technique ? La classe dominante n'a-t-elle pas intérêt à nous le faire croire ? « Donnez-moi le pouvoir de créer la monnaie et je me moque de qui fait les lois » aurait dit M. Rothschild. C'est une évidence, le jargon financier a d'abord cette fonction de brouillage, de falsification, et même d'occultation (1) d'un objet puissamment politique. Il faut donc désacraliser la monnaie. Ne plus la percevoir comme un objet magique, mystérieux, ésotérique, mais en faire l'analyse concrète, matérialiste (2). Alors la monnaie s'avère un objet quelque peu technique, mais accessible à tous. La question est surtout de savoir qui a le pouvoir de la créer, et selon quelles fins, quelles modalités.

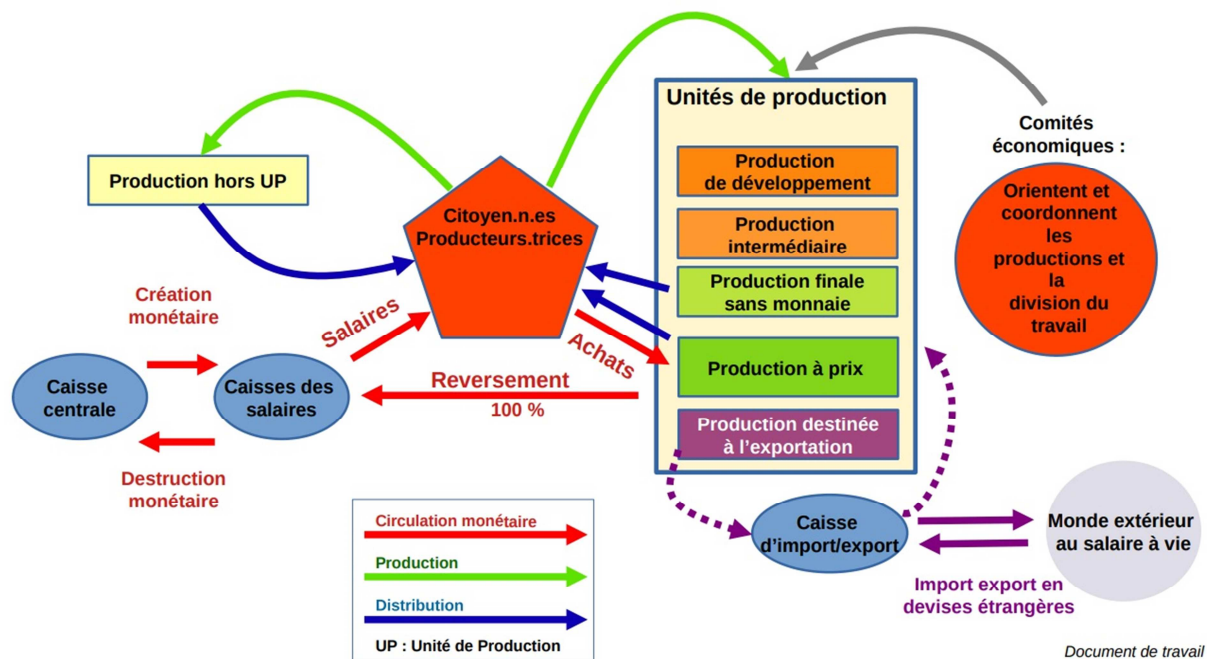
TF : Vous tentez de corriger les défauts de la première proposition d'économie communiste qui avait été formulée par Réseau Salariat il y a quelques années. Est-ce que tu peux nous expliquer en quoi cela était nécessaire ? Quels étaient les défauts de cette première proposition ?

XM : Je veux ici rendre hommage au camarade B. Bony car il fut le principal artisan du premier modèle économique de Réseau Salariat. Notre groupe de travail est parti de ce modèle pour tenter de le pousser au bout de sa logique. Mais l'impulsion initiale fut en effet motivée par le manque d'explications relatives à la création monétaire (3). Dans le modèle de B. Bony, cette création est opérée ponctuellement par la Caisse Économique (ou « Caisse d'Investissements »). Nous en avons déduit qu'elle a pour but le financement de la production. Et c'est là tout le problème ! Le « financement de la production » est en effet l'un

des principes fondamentaux du mode de production capitaliste. Nous contestons ce financement pour la simple raison qu'il n'est pas nécessaire. Ce qui est nécessaire, c'est le travail, et seulement le travail (4). En conséquence, nous proposons d'attribuer à la « Caisse des Salaires » le pouvoir de création monétaire. Ainsi, tous les salaires seront versés au début de chaque cycle (5). Et toute notion de « financement de la production » n'aura plus aucun sens.



Mais revenons au modèle de B. Bony. Il repose sur le déjà-là institué par le salariat durant le XXème siècle, c'est-à-dire qu'il généralise le cycle cotisation-subvention. La volonté de sortir du capitalisme est donc manifeste. Le cycle cotisation-subvention est en effet un formidable outil de lutte contre l'emprise du capital. Contre le cycle profit-crédit (6). Mais ces deux cycles, aussi contradictoires soient-ils, sont conditionnés par la même déraison : le financement de la production. Nous en sommes donc venus à considérer le modèle de B. Bony comme anticapitaliste (socialiste ?), et non communiste. Notre argument est que le cycle cotisation-subvention n'est plus d'aucune utilité dans le monde du salaire à vie institué. Il n'y a plus de « Caisses Economiques » dans le nouveau modèle que nous proposons, mais des « Comités Economiques » (7), lesquels orientent et coordonnent la division du travail. Il n'y est plus question de financement, mais des besoins des citoyens, en termes de production, et donc des qualifications des producteurs et des matières premières nécessaires à cette production.



En conséquence, nous transférons le pouvoir de création monétaire vers les Caisses de Salaires. Ainsi, chaque cycle de création-destruction monétaire commence par le versement des salaires. De ce fait, nous affirmons que c'est le travail – et seulement le travail – qui génère la valeur ajoutée.

Notre nouveau modèle limite la circulation monétaire au seul procès de distribution de la production à prix. C'est le principe même d'une monnaie distributive. Mais contester plus nettement la fiction du financement nécessite également de supprimer tous les flux monétaires entre Unités de Production (UP). Nous ne conservons qu'un suivi comptable de leurs échanges afin de transférer la valeur des productions intermédiaires et de développement dans le prix du produit fini.

Enfin, tout le travail effectué hors UP, bien souvent invisible et gratuit dans le capitalisme, voit aussi sa valeur transférée dans le prix du produit fini (8).

TF : Pour que les entreprises qui produisent la « production à prix » parviennent efficacement à acquérir des productions intermédiaires auprès des autres entreprises sans utiliser de monnaie, cela ne requiert-il pas un certain développement des forces productives et notamment une gestion informatisée et optimisée qui ne sera permise que par une traçabilité intégrale de la chaîne de production et l'usage de l'intelligence artificielle ? N'est-ce pas cette carence technologique qui a empêché l'URSS d'être plus efficace que le marché capitaliste ?

XM : Nous sommes bien d'accord, le communisme doit prendre le relai du capitalisme en s'emparant des outils techniques les plus avancés. L'une des raisons – parmi bien d'autres – de l'échec soviétique est très certainement le niveau technologique insuffisant des forces productives en pratique dans cette conjoncture historique. Notre modèle s'appuie donc sur ces outils pour organiser la production. À ce sujet, Réseau Salariat développe également un projet de réseau social numérique du salaire à vie (9). Nous voulons subvertir la « marketplace » capitaliste !

TF : Par suite, si tu devais résumer les principales différences avec la monnaie que nous utilisons actuellement sous le capitalisme ?

XM : La grande différence est que nous serons maîtres de la création monétaire. Nous pourrions alors travailler pour produire les valeurs d'usage dont nous avons besoin, et non pour rembourser une dette (10) et alimenter des centres de profit. Nous serons enfin des adultes économiques, pleinement responsables de la production.

Il me semble important de signaler que la prise en main des UP doit s'accompagner de la maîtrise des flux monétaires dans le procès de production et de distribution. Dans notre modèle, la masse monétaire en circulation correspond précisément à la somme de tous les salaires, donc à la valeur économique totale de la production, laquelle se retrouve dans la somme de tous les prix. Et en effet, le prix d'un bien ou d'un service ne doit contenir que du travail, mais tout le travail social moyen qui a permis sa production. C'est sur ce postulat que repose notre méthode de calcul des prix. Ce cadre ainsi posé, nous affirmons que notre monnaie-salaire à vie est une monnaie matérialiste. Est-ce à dire qu'il s'agit d'une monnaie communiste ? Le débat est ouvert...

TF : Une monnaie communiste ?

XM : Je conviens du fait que parler de « monnaie communiste » serait contradictoire si nous définissions le communisme comme l'abolition de la marchandise, du salaire et de la monnaie. Je dois donc préciser que nous écartons cette conception. Notre conception du communisme est celle du chemin de sortie du capitalisme. La notion de « monnaie communiste » est donc parfaitement recevable. Cette approche est cohérente avec notre affirmation que le salariat tel que nous le connaissons depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle est une institution révolutionnaire, à savoir une subversion du salariat capitaliste en salariat communiste (socialiste ?). En conséquence, la monnaie est nécessaire pour verser les salaires. Elle permet un droit de tirage sur la production. C'est donc une monnaie distributive. Une monnaie communiste.

TF : Si cette monnaie est bien matérialiste, donc moins idéologique que la monnaie capitaliste, elle devrait mettre fin à bien des problèmes...

XM : En effet, une monnaie matérialiste n'est pas l'objet d'un culte, mais se présente en tant qu'outil de mesure de la valeur et instrument d'échange des valeurs ainsi mesurées, toujours relatives au travail. Mais de quelle « valeur » parlons-nous ? De la valeur économique (11) : les valeurs exprimées en monnaie ne se rapportent qu'au travail, et seulement au travail. Ainsi, une monnaie matérialiste est une monnaie dont la masse en circulation est l'exacte mesure du travail collectif. Dans le capitalisme, si cette masse est inférieure, c'est que du travail n'est pas reconnu. Si elle est supérieure, c'est qu'autre chose que du travail a reçu indûment cette reconnaissance, ce qui concerne toutes les formes de revenu, excepté le salaire. Une monnaie ainsi conçue échappe aux pathologies de la monnaie capitaliste : inflation, déflation, spéculation, etc. Mais encore à des pathologies liées au travail : harcèlement, chantage, exploitation, etc. Et donc à de nombreuses pathologies sociales : chômage, exclusion, misère, etc. Ce n'est plus l'instrument d'un pouvoir absolu. Nous changeons totalement de paradigmes.

TF : Pourquoi cette monnaie capitaliste est-elle actuellement incontournable ?

XM : Cela provient du fait qu'elle peut se transformer en capital par l'achat d'une marchandise particulière : la force de travail (12). C'est sous la forme de capital qu'elle se présente alors comme condition sine qua non de toute la production ! C'est un pouvoir totalitaire ! La moindre production nécessite un financement ! C'est ainsi que le travail se voit soumis aux exigences du capital. C'est le monde à l'envers. Une manifestation du « reflet » de Feuerbach.

TF : Nous recevons une autre forme de salaire sur nos cartes vitales. S'agit-il d'un déjà-là communiste sur la monnaie ?

XM : Il y a effectivement un « déjà-là » dans le secteur de la santé. Nous percevons une forme de salaire sur nos cartes vitales. Ce salaire est versé dans une monnaie dont on ne peut pas manquer et qui ne peut pas s'accumuler, mais la cotisation provient d'une création monétaire par crédit, par voie directe ou indirecte. Elle instaure un détour imprévu du flux monétaire conventionnel, sous formes de subventions et de salaires à vie. Il s'agit donc d'une avancée de grande importance, mais encore insuffisante.

C'est en s'appuyant sur ce déjà-là que Réseau Salariat oriente ses réflexions sur d'autres sécurités sociales sectorielles. Dans le cadre de la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), nous proposons d'instituer une monnaie-SSA qui préfigure plus nettement la monnaie-salaire à vie que je viens de présenter. Les salaires et les investissements étant réglés par une cotisation SSA (13), il reste à répartir la production entre les citoyens. C'est là que peut intervenir une monnaie exclusivement distributive, c'est-à-dire le type de monnaie que nous préconisons. Ainsi, chaque carte vitale serait abondée en monnaie-SSA au début de chaque mois par création monétaire, par exemple à hauteur de 100 unités par personne. Et chacun de ces versements de 100 unités donnerait droit à 1 soixante-sept millionième de la nourriture SSA produite durant ce mois (14). La monnaie serait détruite au moment de l'achat dans un lieu de distribution conventionné SSA. Il s'agirait donc d'une monnaie que nous aurions créée nous-mêmes, mais qui serait une « monnaie marquée » (15), uniquement utilisable dans le réseau de distribution SSA. Une telle institution constituerait un déjà-là révolutionnaire macroéconomique, certes encore greffé sur la monnaie capitaliste pour le règlement des salaires et des investissements, mais création et gestion par le salariat d'une monnaie distributive à grande échelle !

TF : Comment y arriver ? Monétairement parlant, quelles sont les mesures qu'il nous faudrait mettre en place si le mouvement révolutionnaire arrivait à gagner le pouvoir ?

XM : Il s'agirait bien sûr de sortir de l'euro (16) et de créer de nouvelles institutions de création monétaire, sous contrôle démocratique. Mais il faut bien voir que nous aurions sans aucun doute quelques difficultés relatives à l'import-export. Non seulement notre monnaie ne serait pas acceptée par les nations capitalistes, mais nous aurions besoin de leurs devises pour effectuer une grande partie de nos échanges. Nous pourrions bien sûr relocaliser certaines productions, mais nombre d'entre elles relèveraient toujours de l'importation. Notre groupe de travail a donc entamé une réflexion à ce sujet.

TF : Quels sont les sujets qui restent à travailler ? Comment est-ce que l'on peut vous contacter et peut-être vous rejoindre ?

XM : Nous avons devant nous une pile de dossiers ! Cela concerne d'abord toutes les questions relatives à la démocratie économique, c'est-à-dire le mode d'organisation

technique, juridique et politique des institutions du travail. À cela s'ajoutent les questions qui concernent l'import-export, la propriété des moyens de production, la conception d'une comptabilité communiste, les problèmes liés de l'épargne et des productions invendues (17) et nombre de questions techniques. L'une de nos ambitions est la rédaction d'une brochure officielle de Réseau Salariat et, bien sûr, la diffusion de ce modèle dans le monde du travail, pour discussions et amendements. Nous espérons que ce modèle sera une boussole pour les luttes qui s'annoncent.

Notre groupe est ouvert aux bonnes volontés. Vous pouvez nous contacter pour poser des questions, formuler des critiques et des propositions. Vous pouvez aussi vous engager plus résolument et participer directement à la production de nos travaux. Dans un cas comme dans l'autre, nous recommandons une lecture préalable de nos documents.

Notre adresse numérique : [economie@reseau-salariat.info](mailto:economie@reseau-salariat.info)

---

(1) Financier, juridique, économique... le jargon des « experts » a toujours cette fonction de chasse-gardée d'un pouvoir par la classe dominante.

(2) Pour cette analyse nous renvoyons nos lecteurs à l'article : [« \(Manifeste\) pour une monnaie matérialiste » publié par Xavier Morin sur le site de Réseau Salariat](#)

(3) Une autre motivation fut la volonté de proposer un mode de calcul des prix.

(4) C'est l'un des slogans de Réseau Salariat : « Seul le travail produit de la valeur (économique) ». Cela concerne la totalité de la production, depuis l'extraction des matières premières (qui n'ont pas de valeur économique en elles-mêmes) jusqu'à la distribution du produit fini, ce qui inclut tous les investissements.

(5) Tout modèle monétaire se conçoit en termes de cycles : cycles de création-destruction. Notre modèle verse les salaires en début de cycle (au début de chaque mois), ce qui constitue un renversement radical du modèle capitaliste, ainsi que de celui de B. Bony. Nous affirmons que ce renversement est un saut qualitatif (en termes politiques et anthropologiques). Pour plus de précisions, nous renvoyons nos lecteurs aux [documents de travail du groupe « économie du salaire à vie » sur le site de Réseau Salariat](#)

(6) L'insertion du cycle cotisation-subvention au cœur du mode de production capitaliste est l'expression du salariat en tant que classe pour soi. C'est la démonstration macroéconomique de son intelligence : le cycle profit-crédit ne supporte pas la comparaison. Nous traversons l'époque où ces deux modes de financement de la production s'affrontent. Nous posons que le dépassement dialectique de cette contradiction sera la suppression du financement de la production lui-même (suivant la loi de la négation de la négation).

(7) Nos Comités Économiques pourraient s'intituler « Parlements du travailleur collectif », formulation chère à M. Clouscard et à l'IHT. Il se distinguerait alors de l'éventuel congrès (deux chambres) du régime politique. Ce serait le parlement de l'infrastructure.

(8) Cela concerne essentiellement le travail domestique. Nous le reconnaissons par le salaire et par sa prise en compte dans les calculs économiques. Nous espérons ainsi le rendre visible.

(9) Avis aux informaticiens : le développement de ce projet nécessite des ingénieurs en informatique.

(10) L'endettement est systémique dans le capitalisme. Il ne concerne pas seulement les indépendants. Les salariés eux aussi travaillent pour rembourser une dette : celle du propriétaire des moyens de production. Cela se vérifie dans le secteur public comme dans le secteur privé. Le seul contre-exemple historique est celui du régime général de la sécurité sociale quand il fut géré par les travailleurs eux-mêmes (de 1946 à 1967).

(11) C'est ici l'occasion de préciser ce que nous entendons par « valeur économique » et en quoi cette valeur se distingue de la « valeur d'échange ». Ce choix lexical se fonde sur le constat que la « valeur d'échange » ne concerne pas les productions qui ne sont pas à vendre. Or ces productions – puisqu'elles sont du travail – sont également porteuses d'une « valeur », laquelle apparaît sous la forme du salaire. Nous employons donc la notion de « valeur économique » pour reconnaître ces productions en tant que telles, en tant que travail. Cette notion contient l'ensemble des productions, y compris les « valeurs d'échange » puisque celles-ci se rapportent également au travail.

(12) Nos travaux se fondent sur les analyses qui se trouvent dans « Le Capital », mais aussi dans « Contribution à la critique de l'économie politique ». Marx y fait notamment la grande découverte de la plus-value et de ses mécanismes.

(13) Il s'agit de l'euro, monnaie capitaliste, car les producteurs de la SSA doivent encore utiliser cette monnaie pour régler l'ensemble des biens et services dont ils ont besoin.

(14) Nous sommes actuellement 67 000 000. Nous proposons d'ouvrir la SSA à l'ensemble des résidents, y compris les mineurs. L'ensemble de la production mensuelle, quel que soit son contenu et sa quantité, aurait donc une valeur économique de  $67\,000\,000 \times 100 = 6\,700\,000\,000$  unités monétaires SSA. Ce serait alors la base de calcul de l'ensemble des prix SSA.

(15) Cette expression est employée par B. Friot pour exprimer l'idée d'une monnaie exclusivement reliée à une production spécifique, production identifiée par le conventionnement.

(16) Il faut cependant distinguer entre l'euro-monnaie commune et l'euro-monnaie unique. Si d'autres monnaies nationales sont aussi des monnaies-salaire à vie, un euro-monnaie commune est envisageable.

(17) Dans notre modèle, la somme de tous les salaires correspond à la somme de tous les prix (durant un cycle). Il n'y a plus de motivation à l'épargne, mais les citoyens ne dépensent pas 100% de leur salaire à vie. Il y a donc un reliquat, sous forme d'épargne, lequel correspond précisément à la production invendue. Il faut donc instituer des modules techniques dont la fonction sera d'empêcher que ce phénomène ne prenne une trop grande ampleur.

<https://institutthommetotal.fr/affranchi/une-monnaie-communiste-entretien-avec-xavier-morin-de-reseau-salariat-272>